

Monsieur le Président,

Ce CSA se tient alors que le pays se trouve dans une situation inédite suite aux résultats des élections Européennes et à la dissolution de l'Assemblée Nationale.

Suite au résultat des Européennes marqué par la **progression massive du RN** et les près de 40 % pour les candidatures d' « extrême droite » les élus FSU de l'UCA prennent toute la mesure du caractère périlleux de la situation pour les droits des travailleurs et les libertés démocratiques, en particulier les libertés académiques qui constituent l'un des socles de l'enseignement public et de la recherche publique en France.

Les élus FSU de l'UCA pointent la responsabilité totale des **politiques de plus en plus libérales** des gouvernements successifs depuis au moins vingt ans, ceux sous la présidence d'Emmanuel Macron ayant franchi une étape décisive dans la destruction méthodique des droits les plus fondamentaux de ce pays (Santé, éducation, Enseignement Supérieur et Recherche, libertés publiques, assurance chômage, droit des immigrés, etc.).

Au regard des risques d'une catastrophe électorale et des conséquences qu'elles pourraient avoir dans le domaine particulier de l'enseignement supérieur et de la recherche mais aussi des libertés publique, nous sommes particulièrement surpris qu'**en tant que Président d'Université vous n'avez pour l'instant pris nullement position publiquement.**

Ce CSA se tient également au moment où un nouveau plan d'économie se met en place à l'UCA. La **novlangue du new management** vous fait dire qu'il s'agit d'un "**refroidissement de la masse salariale**". Les 25 collègues renvoyés apprécieront. Nous sommes persuadés que l'asphyxie financière de l'ESR méthodiquement programmé par le gouvernement va s'aggraver, faisant peser la menace de nouvelles suppressions de postes, y compris de titulaires.

Mais quand certains sont renvoyés en partie en raison d'une erreur de paramétrage du logiciel de gestion de la masse salariale ayant masqué 1,270M€ de déficit, d'autres se voient proposer une prime de 14 000 euros en tant que lauréats de projets européens.

Pour nous, cette proposition est doublement scandaleuse. D'abord par ce montant indécent au regard des primes touchées par l'immense majorité des autres agents de l'UCA, sans compter les contractuels qui pour la plupart ne touchent rien.

Ensuite nous dénonçons votre volonté, déjà affirmée lors du dernier congrès social, d'intégrer des primes d'intéressement à l'UCA. Il s'agit ici de réorienter le travail des enseignants-chercheurs vers des activités chronophages mais qui remplissent les caisses au détriments de leurs missions : enseigner et chercher.

Enfin, nous voulons redire notre opposition totale au passage en force de la gouvernance sur la Repro. Passage en force oui, car en refusant d'entendre le vote unanime du CSA à deux reprises, vous avez manifesté votre mépris face à l'avis des représentants du personnel, utilisant tel un Macron avec le 49-Ter tous les ressorts d'un cadre réglementaire qui n'a plus rien de démocratique. Vos arguments tant écologiques qu'économiques ne tiennent pas, tandis que l'aspect humain est ignoré.

La fusion des Repro est l'étape pour l'externalisation. Nous ne sommes pas dupes nous continuons de demander l'abandon de ce projet.

Les élus FSU au CSA UCA, le 18 juin 2024